



**Afro Asia Institute For Strategic studies.**  
 Une plateforme panafricainiste qui amplifie les voix africaines et les perspectives africaines sur les questions liées aux intérêts et au développement de l'Afrique.

Si les factions rivales mobilisent des sections de l'appareil de sécurité pour soutenir leurs revendications de pouvoir, cela pourrait conduire à des confrontations violentes, augmentant la possibilité d'un conflit plus large.

Compte tenu de la diversité ethnique de la population de Djibouti, la compétition politique risque également d'attiser les tensions ethniques.

Si les élites politiques exploitent les loyautés ethniques pour soutenir leurs factions, la situation pourrait devenir incontrôlable et conduire à des troubles généralisés, voire à une guerre civile.

L'absence d'une voie juridique claire, aggravée par l'absence d'un président de la Cour Suprême, crée un environnement instable. Si aucune des deux factions ne se retire pour permettre une résolution constitutionnelle, Djibouti pourrait être confronté à un conflit interne déstabilisant qui menacerait de rompre la paix fragile qui a caractérisé le pays ces dernières années.

### Conséquences du non-respect de la Constitution

L'absence de nomination d'un nouveau président de la Cour Suprême et la décision de mettre de côté les dispositions de la Constitution relatives à la succession présidentielle ont des implications considérables pour la stabilité de Djibouti.

Si un intérimaire était nommé par des voies informelles sans respect des procédures légales, cela risquerait de déclencher une crise constitutionnelle qui pourrait délégitimer son système politique. L'implication de factions armées ou des forces de sécurité dans la lutte pour le pouvoir pourrait encore exacerber cette crise, conduisant à un conflit ouvert et à l'effondrement possible de l'autorité centrale.

En outre, le risque de guerre civile menace d'aliéner les citoyens djiboutiens et les groupes d'opposition, dont beaucoup sont déjà mécontents de la concentration du pouvoir au sein du régime de Guelleh.

### Conclusion: Un pays à la croisée des chemins

Alors que Djibouti traverse ce moment critique, l'adhésion à sa Constitution est essentielle pour préserver à la fois la stabilité interne et la crédibilité internationale. Comme le prévoit la loi, le transfert temporaire du pouvoir au Président de la Cour Suprême permettrait non seulement d'assurer une transition légale et pacifique, mais aussi d'éviter la perception d'une prise de pouvoir par l'une ou l'autre des factions.

La lutte de pouvoir entre les factions, exacerbée par la nomination non résolue d'un nouveau président de la Cour Suprême, souligne la fragilité des structures de gouvernance à Djibouti.

**Sans une action immédiate pour respecter les normes constitutionnelles et résoudre la question du leadership judiciaire, Djibouti risque d'entrer dans une période d'instabilité politique qui pourrait dégénérer en guerre civile, avec des conséquences dévastatrices pour le pays et l'ensemble de la région.**

La concentration de bases militaires étrangères à Djibouti ajoute une couche supplémentaire de complexité à la situation, ce qui en fait un sujet de préoccupation internationale.

Les semaines à venir seront cruciales pour déterminer si Djibouti peut surmonter ce défi par des moyens constitutionnels ou si les intérêts des factions et le potentiel de violence prévaudront, créant un dangereux précédent pour les transitions politiques à venir.

## ANTICIPER LE CHANGEMENT À DJIBOUTI :

### LA SANTÉ DU PRÉSIDENT GUELLEH ET LA POSSIBLE VACANCE DU POUVOIR

Cette lutte pour le pouvoir révèle le système profondément enraciné du patronage politique à Djibouti, où les alliances personnelles l'emportent souvent sur la gouvernance institutionnelle. Le président Guelleh, qui dirige Djibouti depuis 1999, s'est maintenu au pouvoir grâce à la loyauté des forces de sécurité, au mécénat économique et à une opposition démocratique réprimée.

Maintenant que sa main de fer sur le pouvoir se relâche en raison de son état de santé, cela crée une situation politique précaire où les prises de pouvoir informelles, les conflits d'intérêts personnels et les luttes intestines entre factions prennent le pas sur l'État de droit.

### Mise à l'écart de l'opposition politique

Alors que l'élite dirigeante lutte pour le pouvoir, l'opposition djiboutienne a été méthodiquement détruite et mise à l'écart. Malgré les obstacles, une nouvelle coalition au sein de l'opposition appelée BSN (Bloc pour le Salut National) a été fondée cette année, rassemblant trois groupes politiques majeurs et galvanisant les Djiboutiens. Toutefois, la dictature de Guelleh continue de saper la capacité de l'opposition à s'organiser efficacement, réduisant ainsi son impact sur le discours politique du pays.

La situation actuelle reflète ce schéma, l'opposition étant généralement tenue à l'écart des débats sur la succession et la gouvernance. Cette marginalisation ne réduit pas seulement au silence l'expression de la population, mais inhibe également toute menace potentielle pour le pouvoir de l'élite dirigeante.

Les dirigeants de l'opposition, qui critiquent souvent la corruption et les tendances autoritaires du régime, sont éliminés, emprisonnés, exilés ou ne disposent pas d'une véritable tribune dans un paysage politique dominé par la concurrence entre les factions.

La mise à l'écart de l'opposition ne fait qu'éroder la confiance du public dans les institutions du pays, renforçant le sentiment de désillusion des Djiboutiens qui se sentent étrangers à leur gouvernement.

### Djibouti : un État garnison aux enjeux géopolitiques

La situation stratégique de Djibouti, au carrefour de la mer Rouge et du Golfe d'Aden, fait de sa stabilité interne une question d'intérêt mondial.

Avec la plus forte concentration de bases militaires étrangères au monde, le pays est devenu un point de mire pour les puissances mondiales. Les États-Unis, la France, la Chine, le Japon et d'autres pays ont des bases militaires à Djibouti, ce qui en fait l'un des pays les plus militarisés du monde.

Cette importante empreinte militaire étrangère a transformé le pays en ce que certains analystes appellent un « État garnison », la présence de ces bases éclipsant la politique intérieure.

Les intérêts concurrents de ces puissances étrangères ajoutent de la complexité à la situation politique de Djibouti. Toute instabilité interne pourrait avoir des conséquences considérables. Les parties prenantes étrangères suivront probablement de près le déroulement de la lutte pour le pouvoir et pourraient influencer l'issue de manière subtile afin de protéger leurs intérêts stratégiques.

### Le rôle de Djibouti dans l'isolement de l'Érythrée et son revirement surprenant à l'AGNU en faveur de la paix

Pendant la plus grande partie de son règne, le président Ismaïl Omar Guelleh a intentionnellement positionné Djibouti comme un allié important des puissances occidentales, tirant parti de la position géopolitique du pays pour soutenir leurs objectifs dans la région.

En échange d'un soutien économique et militaire, Guelleh a conduit à l'isolement mondial et les sanctions contre l'Érythrée. L'attitude belliqueuse de Guelleh à l'égard de l'Érythrée a persisté et, en échange, les gouvernements occidentaux ont fermé les yeux sur les crimes de son régime autoritaire, ce qui lui permet de se maintenir au pouvoir.

Cependant, lors d'une intervention surprise devant l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) le mardi 1er octobre 2024, le représentant permanent de Djibouti auprès de l'ONU a annoncé que son pays souhaitait à nouveau faire la paix avec l'Érythrée. Cette annonce marque un changement radical par rapport à la position antérieure du régime, ce qui conduit de nombreuses personnes à s'interroger sur les raisons de ce changement d'approche radical.

### Signes de panique dans la classe dirigeante et déclin de l'influence de Guelleh

Pendant des décennies, Guelleh a maintenu un contrôle étroit sur les politiques étrangères et intérieures de Djibouti, s'appuyant sur des liens stratégiques avec les pays occidentaux pour préserver une emprise inattaquable sur le pouvoir. Cependant, alors que la santé du président Guelleh se détériore et que les luttes de pouvoir entre factions s'intensifient au sein du régime, il semble que plusieurs des principaux acteurs s'efforcent de prendre leurs distances par rapport à l'héritage de conflit et d'isolement laissé par Guelleh.

Le changement de position de Djibouti envers l'Érythrée pourrait également être interprété comme une preuve supplémentaire que le Président Guelleh ne contrôle plus complètement le destin du pays et que le vide de pouvoir créé par le déclin de sa santé ait entraîné une rupture dans la cohérence de la prise de décision du régime, avec diverses factions se disputant le contrôle des décisions clés, y compris la politique étrangère.

L'élite dirigeante du pays, auparavant confiante dans la capacité de Guelleh à gérer la situation géopolitique complexe de Djibouti, semble maintenant se débattre avec une crise de direction.

### Risque de guerre civile

La lutte pour le contrôle entre ces factions ne menace pas seulement de saper le processus constitutionnel, mais pose également un risque sérieux d'escalade vers un conflit armé total. Les élites politiques de Djibouti ont longtemps compté sur la loyauté des forces militaires et de sécurité du pays, qui ont joué un rôle crucial dans le maintien de la mince stabilité du régime.

**D**jibouti, un petit pays stratégiquement situé dans la Corne de l'Afrique, est confronté à une crise politique croissante due au déclin de la santé du président Ismaïl Omar Guelleh.

Le président, âgé de plus de 70 ans, serait rentré chez lui après avoir passé un certain temps en soins intensifs à Paris. Néanmoins, la détérioration de son état de santé a provoqué une vacance du pouvoir, aggravant une lutte acharnée pour la succession.

Ce n'est pas la première fois que l'on dit que Guelleh n'est plus. Ces événements ont déclenché une lutte de pouvoir entre les différentes factions qui s'efforcent de contrôler la transition imminente du pouvoir, au mépris des stipulations constitutionnelles relatives à la succession présidentielle.

Cette situation met en lumière les tensions politiques profondes et peu explorées au sein de Djibouti, un pays dont la stabilité a été historiquement étayée par la domination continue du régime de Guelleh.

### Directives constitutionnelles pour la succession

La Constitution de 1992 de Djibouti fournit des directives claires sur le transfert de pouvoir en cas de décès ou d'incapacité du président. Selon l'Article 40 (Article 29 de la Constitution révisée de 2010), en cas de vacance du pouvoir (décès, maladie ou autres circonstances incapacitantes), le président de la Cour suprême doit assurer l'intérim pendant 60 jours. Pendant cette période, une nouvelle élection présidentielle doit être préparée afin d'assurer une transition pacifique et démocratique.

Cependant, malgré cette garantie constitutionnelle, Djibouti est confronté à un obstacle de taille: depuis le décès soudain de M. Abdourahman Cheikh Mohamed, haut magistrat et président de la Cour suprême, le 16 mai 2023, à Paris, aucun successeur n'a été désigné pour remplir cette fonction essentielle.

L'absence de Président de la Cour Suprême a créé un vide de pouvoir conséquent au sommet du système judiciaire de Djibouti, compliquant encore la situation politique. Les deux factions de l'élite du pays - un camp centré sur l'épouse du président Guelleh et l'autre sur sa famille élargie - bloqueraient la nomination d'un nouveau président de la Cour suprême, chacune cherchant à imposer son candidat.

### Lutte des factions : La famille contre le cercle intérieur

Le retard dans la nomination d'un nouveau président de la Cour suprême a intensifié la lutte pour le pouvoir entre deux factions clés.

D'une part, l'épouse du président Guelleh, qui jouit d'un pouvoir considérable, est soupçonnée de rallier le soutien de loyalistes au sein du parti au pouvoir et de hauts fonctionnaires pour nommer un président de la Cour suprême de son choix.

D'autre part, la famille élargie de Guelleh, qui comprend des parents proches et des alliés de longue date au sein de l'appareil militaire et politique, cherche à affirmer son contrôle sur le processus de succession. Les deux factions se positionnent stratégiquement pour influencer tout dirigeant intérimaire, dans le but de contourner les dispositions de la Constitution pour une transition douce et légale.

